

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

## **VOLET TRAVAIL**

---

---

# **ÉTUDE DES CRÉDITS**

## **2016-2017**

---

---

**Demande de renseignements généraux  
de l'Opposition**



# VOLET TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#	TABLE DES MATIÈRES
1.	Liste des voyages <b>hors Québec</b> pour l'année financière 2015-2016 : <ul style="list-style-type: none"><li>a) les endroits et dates de départ et de retour;</li><li>b) la copie des programmes et rapports de mission;</li><li>c) les personnes rencontrées;</li><li>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);</li><li>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;</li><li>f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;</li><li>g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none"><li>- les détails de ces ententes;</li><li>- les résultats obtenus à ce jour;</li></ul></li><li>h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</li><li>i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.</li></ul>
2.	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016: <ul style="list-style-type: none"><li>a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</li><li>b) les coûts ventilés ;</li><li>c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.</li><li>d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.</li></ul>
3.	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;</li><li>b) les noms des firmes de publicité retenues;</li><li>c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li><li>d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;</li><li>e) le but visé par chaque dépense;</li><li>f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;</li><li>g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.</li></ul>
4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.): Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : <ul style="list-style-type: none"><li>a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;</li><li>b) le but visé par chaque dépense;</li><li>c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;</li></ul>

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
- Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.
- a) le nombre d'autorisations;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
  - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - d) le montant accordé;
  - e) les motifs de la demande;
  - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
  - b) la grille d'évaluation des soumissions;
  - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
  - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
  - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le coût;
  - d) l'échéancier;
  - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016:
- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;

- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:
- a) la photocopie;
  - b) le mobilier de bureau;
  - c) l'ameublement;
  - d) la décoration et l'embellissement;
  - e) le distributeur d'eau de source;
  - f) le remboursement des frais de transport;
  - g) le remboursement des frais d'hébergement;
  - h) le remboursement des frais de repas;
  - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
  - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
    - I. a) au Québec;
    - II. b) à l'extérieur du Québec.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
  - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
  - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
  - d) les coûts d'acquisition des appareils;
  - e) le coût d'utilisation des appareils;
  - f) le coût des contrats téléphoniques;
  - g) les noms des fournisseurs;
  - h) le nombre de minutes utilisées;
  - i) les ordinateurs portables;
  - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
  - k) le coût des frais d'itinérance;
  - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
- 15.
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
  - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour

les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
  - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre

d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

16.

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description de tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
  - j) le nombre total d'employés au cabinet;
  - k) la masse salariale totale par-cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
  - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;
  - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
  - b) le salaire;
  - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
  - d) la date de la mise en disponibilité;
  - e) les prévisions pour 2016-2017.
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
  - b) prévisions pour 2016-2017;
  - c) par catégorie d'âge.
24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale;
  - e) l'assignation actuelle;
  - f) la date de l'assignation hors structure;
  - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :
- a) le coût de chacun;
  - b) le fournisseur;
  - c) la nature du service;
- Ventiler le montant total par catégories.
26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
  - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site.
28. Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
- a) la liste;
  - b) le nom de la personne;
  - c) les mandats de chacune de ces personnes;
  - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
  - e) le résultat du travail effectué;
  - f) les échéances prévues;
  - g) les sommes impliquées.
29. Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016:
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;

- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
31. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :
    - a) le coût (déplacements, etc.);
    - b) le nombre de ressources affectées;
    - c) le nombre de rencontres;
    - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
    - e) l'objet;
    - f) les dates.
  32. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
  33. La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
  34. Le détail des crédits périmés et reportés et ~~des gels de crédits~~ pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.
  35. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.
  36. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.
  37. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
  38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
  39. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
  40. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

41. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
42. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés
43. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
44. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
45. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
46. Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
47. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
48. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
49. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.
50. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
51. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
52. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
53. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
54. Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

55. Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

56. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017:

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

57.

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

59. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017.

60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et **2015-2016** en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
  - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
  - c) les coûts reliés à sa réalisation;
  - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
  - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
  - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-01

### Titre :

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) le nom des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

### Exposé et statistiques :

Les informations de l'année financière 2015-2016 pour le volet Travail sont fournies au tableau ci-joint.

**SOURCE :** Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille  
**COLLABORATION :** Unités du MTESS  
**VALIDATION :** Service des opérations financières, DGSG  
**DATE :** 2016-04-06

## VOLET TRAVAIL

Missions intergouvernementales canadiennes – 1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Province	Nom(s) Direction	Coûts <sup>1</sup>
2015-08-25 2015-08-25	Réunion annuelle de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ALCALO)	Toronto Ontario	Steeve Audet Direction générale des politiques et de la recherche Josée Marotte Direction des politiques du travail	639,54 \$  805,25 \$

<sup>1</sup> Les coûts incluent les taxes

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-02

**Titre :**

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016:

a)

l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;

b)

les coûts ventilés;

c)

le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

d)

pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

**Exposé et statistiques :**

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 28 janvier 2016, une dépense de 769,81 \$ a été effectuée pour un voyage fait en avion au Québec, par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ou par son cabinet ministériel pour le volet Travail.

DATE DE L'ITINÉRAIRE	ITINÉRAIRE	COÛTS en (\$)
2015-08-17	Québec - Dolbeau - St-Félicien - Québec <sup>1</sup>	769,81

<sup>1</sup> Ce voyage a été effectué par avion nolisé par le gouvernement.

Pour la période du 29 janvier 2016 au 29 février 2016, aucun voyage n'a été fait en avion ou en hélicoptère au Québec par la ministre responsable du Travail ou par son cabinet ministériel.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

SOURCE :

Direction des budgets centraux, d'administration, des projets et des investissements, DGSG

VALIDATION :

Service des opérations financières, DGSG

DATE :

2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-03

### Titre :

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet) en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a. la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
- b. les noms des firmes de publicité retenues;
- c. la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d. les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e. le but visé par chaque dépense;
- f. dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g. le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

### Exposé et statistiques

Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

### PUBLICITÉ VOLET TRAVAIL (dépenses au 28 février 2016)

Publicité obligatoire	0 \$
Publicité par mandat imprimé	0 \$
Campagnes d'information	0 \$
Articles promotionnels	0 \$
Commandites	2 000 \$
Total :	2 000 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

**SOURCE :** Direction des communications

**COLLABORATION :** Secrétariat du Travail

**VALIDATION :** DBCAPI

**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

**Titre :**  
Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue des conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :  
  
Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :  
a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;  
b) le but visé par chaque dépense;  
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;  
  
Par une firme externe :  
d) les sommes dépensées 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;  
e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;  
f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);  
g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc... :  
h) le but visé par chaque dépense;  
i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

**Exposé et statistiques :**  
  
- Un événement public pour un coût de 80,00 \$ a été organisé par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour le volet Travail.  
- Les événements publics constituent des événements de presse.  

Événement	But visé	Fournisseur
Conférence de presse concernant le règlement du conflit touchant les concessionnaires automobiles de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Présenter le projet de loi portant sur le règlement de certains différends dans le secteur de l'automobile de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean	<ul style="list-style-type: none"><li>• Impression : Composition Orléans inc.</li><li>• Mode d'octroi du contrat : contrat négocié</li></ul>

**SOURCE :**Direction des communications  
**COLLABORATION :**EQ-CPMT - DEC  
**VALIDATION :**DBCAP  
  
**DATE :**2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-05

**Titre :**

Liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a eu aucune dépense de formation en communication en 2015-2016 pour le volet Travail.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

**SOURCE :** Direction des communications  
**COLLABORATION :** Secrétariat du Travail  
**VALIDATION :** DBCAPI  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-06

**Titre :**

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

**Exposé et statistiques :**

Aucune dépense pour l'exercice financier 2015-2016

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

**SOURCE :** Direction des communications  
**COLLABORATION :** BSM-DGRH  
**VALIDATION :** DCCF  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07

### Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

### Exposé et statistiques :

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent à l'annexe 1. De plus, aucun contrat n'a été octroyé par le cabinet ministériel pour le volet Travail en 2015-2016.

Pour les contrats d'un montant de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

**SOURCE :** Direction des opérations financières et contractuelles, DGSG  
**VALIDATION :** Service des opérations financières, DGSG  
**DATE :** 2016-04-06

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**  
**VOLET - TRAVAIL**  
**CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT**

RG-07 – Annexe 1

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
1.	700226775	Fournitures de bureau Denis inc.	1 049,74 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Cartouche d'encre/Machine de bureau, fourniture et accessoire
2.	700230074	Lexisnexis Canada inc.	2 811,90 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Périodiques/Supports imprimés
3.	700231949	Cedrom-Sni inc.	3 164,89 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Abonnement médias électroniques/Documentation électronique
4.	700233128	Lyreco Canada	1 115,88 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Perforatrice à papier ou relieuse/Machine de bureau, fourniture et accessoire
5.	700233698	Conference Board of Canada, The	8 270,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Logiciel d'exploration de données/Logiciels
6.	700233980	Connex Québec inc.	4 165,05 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	Sommaire : Caméras pour vidéoconférences/Matériel pour photographie, filmage ou enregistrement vidéo

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**  
**VOLET – TRAVAIL**  
**CONTRATS DE CONSTRUCTION**

RG-07 – Annexe 1

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
7.	700226472	Rodimax inc.	1 230,27 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**  
**VOLET – TRAVAIL**  
**CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS**

RG-07 – Annexe 1

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
8.	700225353-1	Maureen Flynn arbitre & médiatrice S.A.	7 850,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
9.	700225353-2	Maureen Flynn arbitre & médiatrice S.A.	1 133,46 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
10.	700225353-3	Maureen Flynn arbitre & médiatrice S.A.	2 240,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
11.	700225817-5	9022-5731 Québec inc. (Alain Corriveau, arbitre)	2 520,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
12.	700225817-6	9022-5731 Québec inc. (Alain Corriveau, arbitre)	6 300,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
13.	700225820-4	Lavoie, André G.	1 400,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**  
**VOLET – TRAVAIL**  
**CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS**

**RG-07 – Annexe 1**

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

<b>Contrats octroyés</b>					
<b>#</b>	<b>No contrat</b>	<b>Fournisseur</b>	<b>Montant du contrat</b>	<b>Mode d'octroi</b>	<b>Description</b>
14.	700225820-6	Lavoie, André G.	2 960,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
15.	700225821-3	Roy, Pierre-Georges	1 295,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
16.	700225821-4	Roy, Pierre-Georges	1 855,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
17.	700225821-6	Roy, Pierre-Georges	5 202,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
18.	700225829-2	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	1 260,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
19.	700225829-3	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	6 840,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**  
**VOLET – TRAVAIL**  
**CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS**

RG-07 – Annexe 1

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

<b>Contrats octroyés</b>					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
20.	700225829-4	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	2 080,88 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
21.	700225829-6	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	1 470,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
22.	700225829-8	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	3 220,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
23.	700225831-2	Lefebvre, Bernard Me	10 080,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
24.	700225831-3	Lefebvre, Bernard Me	1 237,20 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
25.	700225831-4	Lefebvre, Bernard Me	3 360,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**  
**VOLET – TRAVAIL**  
**CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS**

RG-07 – Annexe 1

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
26.	700225833-2	Létourneau, Mario	1 260,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
27.	700225833-6	Létourneau, Mario	2 585,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
28.	700225836-2	Poulin, Côme	2 910,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
29.	700225836-4	Poulin, Côme	3 685,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
30.	700225836-5	Poulin, Côme	1 430,93 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
31.	700225836-6	Poulin, Côme	5 070,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**  
**VOLET – TRAVAIL**  
**CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS**

RG-07 – Annexe 1

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
32.	700225836-8	Poulin, Côme	3 850,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
33.	700225838-2	Martin, Claude	5 600,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
34.	700225838-4	Martin, Claude	4 508,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
35.	700225838-5	Martin, Claude	3 475,05 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
36.	700225838-6	Martin, Claude	6 046,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
37.	700225840-1	Lavoie, Gilles	1 960,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**  
**VOLET – TRAVAIL**  
**CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS**

RG-07 – Annexe 1

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
38.	700225841-3	Guay, Richard (avocat)	2 740,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
39.	700225841-5	Guay, Richard (avocat)	1 098,40 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
40.	700225841-6	Guay, Richard (avocat)	4 220,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
41.	700225841-7	Guay, Richard (avocat)	13 160,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
42.	700225842-1	Gagnon, Denis (avocat)	2 380,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
43.	700225844-1	Bolduc, Michel	1 400,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**  
**VOLET – TRAVAIL**  
**CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS**

RG-07 – Annexe 1

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
44.	700225845-3	BarretteAvocats	1 060,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
45.	700225845-5	BarretteAvocats	2 960,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
46.	700225845-7	BarretteAvocats	5 540,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
47.	700225846-1	Cloutier, Pierre	1 204,72 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
48.	700225846-2	Cloutier, Pierre	5 320,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**  
**VOLET – TRAVAIL**  
**CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS**

RG-07 – Annexe 1

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
49.	700226547	St-Gelais, Jean	1 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'experts-conseil ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
50.	700226911	Gosselin, Jean-Pierre	10 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
51.	700226976	Hayden, Thomas-J.	7 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
52.	700226991	Rhéaume, Robert	10 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
53.	700227001	Bergeron, Michel (consultant)	10 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
54.	700227524-1	Lafamme, Gilles	2 318,60 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**  
**VOLET – TRAVAIL**  
**CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS**

RG-07 – Annexe 1

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
55.	700227524-2	Laflamme, Gilles	10 680,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
56.	700227549	Carbonneau, Benoît	5 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
57.	700227817	Poudrier, Bradet Société d'avocats	1 976,06 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services juridiques
58.	700227982-1	Services d'arbitrage de Berthier inc., Les	4 060,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**  
**VOLET – TRAVAIL**  
**CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS**

RG-07 – Annexe 1

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

<b>Contrats octroyés</b>					
<b>#</b>	<b>No contrat</b>	<b>Fournisseur</b>	<b>Montant du contrat</b>	<b>Mode d'octroi</b>	<b>Description</b>
59.	700227986-1	F. Hamelin & associés ltée	3 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
60.	700230207-4	Me Yves Saint-André	2 240,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
61.	700230207-8	Me Yves Saint-André	5 180,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
62.	700237137-2	Marcheterre, Richard	2 932,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**  
**VOLET - TRAVAIL**  
**CONTRATS DE SERVICES TECHNIQUES**

RG-07 – Annexe 1

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
63.	700225343-7	Groupe Voyages VP	1 087,44 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
64.	700225343-18	Groupe Voyages VP	1 009,45 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
65.	700237041	BonairSD Inc.	1 238,09 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Maintenance ou soutien pour le matériel informatique/Services informatiques

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-08

### Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

### Exposé et statistiques :

Aucun contrat octroyé en 2015-2016 a fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

**SOURCE :** Direction des opérations financières et contractuelles, DGSG  
**VALIDATION :** Service des opérations financières, DGSG  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09

### Titre :

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

### Exposé et statistiques :

Vous trouverez l'information au tableau présenté en annexe.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

**SOURCE :** Direction des opérations financières et contractuelles, DGSG  
**VALIDATION :** Service des opérations financières, DGSG  
**DATE :** 2016-04-01

## Informations complémentaires à la fiche RG-09

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demandes de renseignements généraux de l'opposition

RG-09 ANNEXE 1

Liste des appels d'offres publics - Travail

1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016

# RG08	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
1	Gwendolyn Schulman	220 748,00 \$	Appel d'offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Société Gamma inc. : 210 714,00 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

### Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

### Exposé et statistiques :

Vous trouverez ces informations aux réponses de la question 7.

**SOURCE :** Direction des opérations financières et contractuelles, DGSG  
**VALIDATION :** Service des opérations financières, DGSG  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

### Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.) fournir pour 2015-2016 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

### Exposé et statistiques :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

**SOURCE :** Direction des opérations financières et contractuelles, DGSG  
**VALIDATION :** Service des opérations financières, DGSG  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

### Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

### Exposé et statistiques :

Aucun projet informatique de plus de 100 000 \$ initié en 2015-2016 pour le volet Travail.

**SOURCE :** DGPP  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

**Titre :**

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

**Exposé et statistiques :**

**Dépenses pour le volet Travail**

Photocopie :	12 111 \$
Mobilier de bureau et ameublement :	0 \$
Décoration et embellissement :	0 \$
Distributeurs d'eau de source :	0 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	23 047 \$
Frais d'alcool et de fêtes :	0 \$
Perfectionnement :	35 \$

**SOURCE :** Service des opérations financières, DGSG

**COLLABORATION :** Direction du coût de revient, du financement et du soutien à la gestion, DGSG

**VALIDATION :** Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements, DGSG

**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

### Titre :

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

### Exposé et statistiques :

#### Volet Travail

#### Nombre d'appareils utilisés :

- 23 téléphones cellulaires
- 17 tablettes électroniques et ordinateurs portables

**Coût d'acquisition des appareils : 722,95 \$**

**Coût d'utilisation des appareils : 9 463,80 \$** incluant les coûts de résiliation et d'itinérance :

- **Coût de résiliation : 950 \$**
- **Coût d'itinérance : 1 397,04 \$**

**Nom des fournisseurs :** Rogers (fournisseur principal), Bell et Telus (fournisseurs secondaires).

#### Coût des contrats téléphoniques :

- Cellulaire : Rogers 9,20 \$ ou 9,75 \$/mois — Bell : 18,25 \$/mois – Telus : 7,45 \$ ou 10,45 \$/mois;
- BlackBerry et iPhone : Rogers : 27,90 \$, 29,75 \$ ou 33,90 \$/mois, Bell : 46,25 \$/mois – Telus : 28,15 \$ ou 46,15 \$/mois;
- Tablette électronique et carte modem/Borne Wi-Fi Rogers : 18,70 \$, 20 \$, 24,70 \$ ou 31 \$/mois – Bell : 28 \$/mois – Telus : 20,70 \$ ou 35,70 \$/mois.

#### Nombre de minutes utilisées :

Les minutes d'utilisation font partie d'un groupe de partage, géré par le Centre de services partagés du Québec, selon l'Entente de tarification et modalités d'application – services cellulaires. Toutes les minutes d'utilisation au Canada sont incluses dans le tarif mensuel.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

**SOURCE :** Direction des ressources matérielles, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

<b>Titre</b> Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :
a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; o) le nombre d'employés permanents et temporaires; p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

**a-b) LE NOMBRE ET LA REPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FEMININ, DES PERSONNES HANDICAPEES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTES CULTURELLES POUR CHAQUE CATEGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...).**

Les données présentées sont celles de l'année 2015-2016. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 2 mars 2016**, soit 91 employés réguliers au Ministère pour le volet Travail pour 2015-2016, excluant :

- le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique à l'exception des membres de la haute direction.

La catégorie d'emplois « personnel d'encadrement » inclut la haute direction ainsi que les cadres et la catégorie d'emplois « fonctionnaire » inclut les techniciens et les employés de soutien.

**Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge**  
(données au 2 mars 2016)

Personnel d'encadrement <sup>1</sup>						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	8	8,8	2	2,2	10	11,0
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>	<b>8,8</b>	<b>2</b>	<b>2,2</b>	<b>10</b>	<b>11,0</b>

<sup>1</sup> Inclut 4 membres de la haute direction (3 hommes et 1 femme).

Professionnel						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	4	4,4	6	6,6	10	11,0
35 ans et plus	21	23,1	15	16,5	36	39,6
<b>TOTAL</b>	<b>25</b>	<b>27,5</b>	<b>21</b>	<b>23,1</b>	<b>46</b>	<b>50,6</b>

Fonctionnaire						
Groupes d'âge	Homme	%	Femme	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	1	1,1	1	1,1
35 ans et plus	7	7,7	27	29,7	34	37,4
<b>TOTAL</b>	<b>7</b>	<b>7,7</b>	<b>28</b>	<b>30,8</b>	<b>35</b>	<b>38,5</b>

TOTAL						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	4	4,4	7	7,7	11	12,1
35 ans et plus	36	39,6	44	48,4	80	87,9
<b>TOTAL</b>	<b>40</b>	<b>44,0</b>	<b>51</b>	<b>56,0</b>	<b>91</b>	<b>100,0</b>

**Répartition de membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge**  
(données au 2 mars 2016)

Personnel d'encadrement				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Professionnel				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	1	1	1
35 ans et plus	0	0	0	1
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

Fonctionnaire				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	1	0	0	5
TOTAL	1	0	0	5

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	0	0,0	1	1,1	1	1,1	1	1,1
35 ans et plus	1	1,1	0	0,0	0	0,0	6	6,6
TOTAL	1	1,1	1	1,1	1	1,1	7	7,7

**Mise en garde :** Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

Les données pour les questions c à g concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) **LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL** (données au 18 mars 2016)  
*Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (code 246 et 248).*

Catégories d'emplois	2015-2016
Personnel d'encadrement	10,5
Professionnels	208,0
Fonctionnaires	762,5
Total du Ministère	981,0

d) **LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI** (données au 18 mars 2016)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	4	2	2	1
Professionnels	28	13	9	2
Fonctionnaires	30	9	3	4
Total	62	24	14	7

En mars 2016 (paie 27), on dénombre 107 employés réguliers et occasionnels qui ont une réserve de congés de maladie selon les listes d'information du SAGIP par rapport à un effectif régulier de 91 personnes.

e) **LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.), LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL** (données au 18 mars 2016)

Catégories d'emplois	2015-2016 (heures supplémentaires)		
	Nombre d'heures payées	Nombre d'heures compensées	Total
Professionnels	206,75	220,28	427,03
Fonctionnaires	2 523,31	63,01	2 586,32
Total	2 730,06	283,29	3 013,35

À noter que le coût moyen par employé, par catégorie d'emplois, n'est pas disponible.

**f) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL** (données au 18 mars 2016)  
*Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.*

Catégorie d'emplois	2015-2016
Personnel d'encadrement	297,5
Professionnels	1 212,5
Fonctionnaires	815,0
Total	2 325,0

**g) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI** (données au 18 mars 2016)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	2	2	3	1
Professionnels	23	19	3	0
Fonctionnaires	26	11	0	0
TOTAL	51	32	6	1

En mars 2016 (paie 27), on dénombre 90 employés réguliers et occasionnels qui ont une réserve de vacances selon les listes d'information du SAGIP par rapport à un effectif régulier de 91 personnes.

**h) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE.**

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

**i) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA REPARTITION PAR CATEGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE REMUNERATION DU MINISTERE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTERE, ET QUI REÇOIVENT EGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN REGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RESEAUX DE LA SANTE ET DE L'EDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CEGEPS, LES ETABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES REGIONALES ET LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS.**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emplois, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

**j) L'EVOLUTION DES EFFECTIFS REGULIERS PAR CATEGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPERIEURS ET INTERMEDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES REGIONS).**

REGROUPEMENT		2015-2016 (au 2 mars 2016)			
		Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
SMAST	Secrétariat du travail (Bureau du sous-ministre associé)	4	4	2	10
SPR	Secteur des politiques et de la recherche	4	20	12	36
SRT	Secteur des relations du travail	2	22	21	45
Total		10	46	35	91

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL		2015-2016 (au 2 mars 2016)			
		Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
3.	Capitale-Nationale	7	29	19	55
6.	Montréal	3	17	16	36
Total		10	46	35	91

**k) L'EVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYES REGULIERS BENEFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITE DE LA TACHE A ACCOMPLIR (EXPERT ET EMERITE).**

Période	Catégorie d'emplois	Total
Au 2 mars 2016	Professionnel	8

**D) LE NOMBRE D'EMPLOYES REGULIERS BENEFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPERIEUR A CELUI NORMALEMENT PREVU POUR LA TACHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.**

Période	Personnel d'encadrement	Professionnel	Fonctionnaire	Total
Au 2 mars 2016	0	0	1	1

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

**m) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (EFFECTIF TOTAL AUTORISÉ).**

Travail

Au 1<sup>er</sup> avril 2015 : 108

Au 1<sup>er</sup> avril 2016 : Information non disponible à ce jour

La ventilation par catégorie d'emplois et par territoire de travail n'est pas disponible.

**n) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**o) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**p) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**SOURCE :** DGRH – 2016-04-06  
**COLLABORATION :** DBCAPI – 2016-04-06  
**VALIDATION :** DBCAPI – 2016-04-06

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-16

### Titre

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraites qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) **Le nombre de départs à la retraite en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- b) **Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite des départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

- d) **Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Au cours de l'année 2015-2016, le Ministère (volet Travail) a engagé à titre d'employés occasionnels 4 retraités<sup>1</sup> de la fonction publique.

Toutefois, le Ministère (volet Travail), n'a octroyé aucun contrat de services professionnels<sup>2</sup> à des retraités de la fonction publique.

<sup>1</sup> Données extraites du SAGIP. Personnel ayant pris sa retraite au cours des 5 années précédant la date d'embauche.

<sup>2</sup> Données extraites du SAGIR pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016.

**SOURCE :** DGRH  
**VALIDATION :** DBCAPI  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

### Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût de ladite location;
- g) le coût des travaux d'aménagement/rénovation réalisés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

### Exposé et statistiques :

L'annexe 1 de cette fiche présente l'emplacement des espaces occupés par le Ministère (volet Travail seulement), la superficie totale pour chaque espace loué et le coût de location.

Il est important de spécifier que les coûts de location présentés à l'annexe 1 sont les coûts que le Ministère paye à la Société québécoise des infrastructures (SQI). Les coûts réels payés aux propriétaires d'immeuble par la SQI ne sont pas divulgués au Ministère.

#### **Emplacement des espaces occupés par le Ministère (Volet Travail seulement) :**

En 2015-2016, le Ministère a occupé 6 différentes adresses. Ce nombre a diminué, en date du 29 février 2015, à 5 adresses répertoriées.

**Superficie totale des locaux loués au 29 février 2016 :** 8 266,93 m<sup>2</sup>.

**Coût total de location entre le 1<sup>er</sup> avril 2015 et le 29 février 2016 :** 1 547 785 \$.

**Durée des baux :** Le Ministère ne possède pas cette information, car l'ensemble des espaces occupés par le Ministère est sous entente d'occupation avec la SQI.

**Propriétaires :** Le Ministère ne possède pas cette information, car tous les espaces occupés par le Ministère sont sous entente d'occupation avec la SQI.

**Total des coûts d'aménagement ou de rénovation :** 2 471 \$.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

**SOURCE :** Direction des ressources matérielles, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

**DATE :** 2016-04-01

Étude des crédits 2016-2017  
RG-17 - Annexe 1  
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

	Emplacement de la location	Superficie locative m2 en date du 29 février 2016	Coûts du loyer 1er avril 2015 au 29 février 2016
1	35, rue de Port-Royal, Montréal (Québec) H3L 3T1	2 955,13	613 864,30 \$
2	500, boulevard René-Lévesque, Montréal (Québec) H2Z 1W7	418,76	119 641,02 \$
3	1010, rue Sainte-Catherine, Montréal (Québec) H3B 3S3	0,00	28 287,28 \$
4	200, chemin Sainte-Foy, Québec (Québec) G1R 4X6	4 216,19	657 609,50 \$
5	700, boulevard René-Lévesque, Québec (Québec) G1R 5A9	533,68	124 685,70 \$
6	640, boulevard Henderson, Saint-Malachie (Québec) G0R 3N0	143,17	3 697,20 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

**Titre :**

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

**Exposé et statistiques :**

Coûts des travaux au cabinet de la ministre responsable du Travail : 1 317 \$

**SOURCE :** Direction des ressources matérielles, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

### Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financière 2014-2015 et 2015-2016;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

### Exposé et statistiques :

**CABINET MINISTÉRIEL DE MADAME DOMINIQUE VIEN À TITRE DE  
MINISTRE RESPONSABLE DU TRAVAIL (à partir du 29 janvier 2016)**

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Gagné, Denise	Attachée politique	St-Malachie
La Rue, Gabrielle	Attachée politique	Québec
Lavoie, Simon-Pierre	Attaché politique	Québec
Lessard, Chantal	Attachée politique	St-Malachie
Milette, Pierre	Directeur de cabinet	Québec
O'Farrell, Russel	Attaché politique	St-Malachie
Paré, Christine	Attachée politique	Québec
Tanlet, Florent	Attaché politique	Québec

**CABINET MINISTÉRIEL DE MONSIEUR SAM HAMAD À TITRE DE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 28 janvier 2016)**

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Breton, Karine	Attachée politique	Québec
Caron, Diane	Employée de soutien	Québec
Collu, Gabrielle	Directrice de cabinet adjointe	Montréal
Dionne-Charest, Antoine	Attaché politique	Montréal
El Ghernati, Ihssane	Attachée politique	Québec
Godin, Joël	Attaché politique	Québec
Hébert, Olivier	Attaché politique	Québec
Henriquez, Maria-José	Attachée politique	Montréal
Idrissi, Salim	Attaché politique	Montréal
Lavoie, Lisa	Attachée politique	Québec
LeBlanc, Steeve	Directeur de cabinet	Québec
Lefrançois, Élane	Employée de soutien	Québec
Ménard, André	Attaché politique	Québec
Prémont, François	Attaché politique	Québec
Roy, Isabelle	Attachée politique	Québec
Savard, Gabrielle	Attachée politique	Québec
St-Hilaire, Cynthia	Attachée politique	Québec
Turcotte-Savoie, Xavier	Attaché politique	Québec
Whittom, François	Attaché politique	Québec

**DESCRIPTIONS DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET**

**Directeur de cabinet et directeur de cabinet adjoint :** dirigent les membres du personnel du cabinet; ils s'acquittent en outre des autres devoirs et tâches que le ministre peut leur assigner.

**Attaché politique :** est chargé de remplir les fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d'attaché de presse, d'agent de liaison, de chercheur, d'attaché politique régional ou d'attaché politique de comté.

**Employé de soutien :** remplit les tâches de soutien administratif nécessaires au fonctionnement du cabinet.

**MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016**

Cabinet ministériel de M<sup>me</sup> Dominique Vien, ministre responsable du Travail.  
Masse salariale prévue du 29 janvier 2016 au 31 mars 2016 : 110 163,93 \$

Cabinet ministériel de M. Sam Hamad, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.  
Masse salariale du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 28 janvier 2016 : 888 824,84 \$

**SOURCE :** Direction des budgets centraux, d'administration, des projets et des investissements, DGSG

**COLLABORATION :** Direction générale des ressources humaines, DGRH

**DATE :** 2016-04-01

# Informations complémentaires à la fiche RG-20

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

**Titre :**

Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale.
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

**Exposé et statistiques :**

Ministres

Les informations détaillées pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016 sont jointes à la présente :

- M. Sam Hamad	Annexe 01	<u>64 600 \$</u>
- M <sup>me</sup> Dominique Vien		<u>0 \$</u>

Ministère

En 2015-2016, aucun budget discrétionnaire n'a été prévu au Ministère pour le volet Travail, donc aucune subvention n'a été versée à ce titre.

**SOURCE :** Service des opérations financières, DGSG

**VALIDATION :** Direction des budgets centraux, d'administration, des projets et des investissements, DGSG

**DATE :** 2016-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES  
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2015 AU 28 JANVIER 2016  
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (VOLET TRAVAIL)  
(MONSIEUR SAM HAMAD)

RG-20 - Annexe 1

ORGANISME	MONTANT
Alternative jeunesse Mont-Sainte-Anne 1, rue de Fatima Beaupré (Québec) G0A 1E0	500,00 \$
Autour du Bébé, carrefour périnatal d'Ahuntsic 10780, rue Laverdure, bureau 101 Montréal (Québec) H3L 2L9	500,00 \$
Boîte à science 4274, rue St-Félix Québec (Québec) G1Y 1X5	750,00 \$
Carrefour d'alimentation et de partage St-Barnabé inc. 1475, Bennett Montréal (Québec) H1V 2S5	2 000,00 \$
Club Lions de Cap-Rouge/St-Augustin inc. Case postale 75176 Québec (Québec) G1Y 3C7	1 500,00 \$
Club optimiste Vanier des Rivières 462, rue Cardinal Québec (Québec) G1M 1J4	1 000,00 \$
Coeur des familles agricoles 2003, Au 600, rue Benoît Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 1L6	2 000,00 \$
Conseil de quartier de Saint-Sacrement, Le 940, avenue Cardinal-Bégin Québec (Québec) G1S 3J4	1 000,00 \$
École Marguerite-d'Youville - Grandes Marées (CS des Découvreurs) 1473, rue Provancher Québec (Québec) G1Y 1S2	1 000,00 \$
FADOQ -Régions de Québec et Chaudière-Appalaches 1098, route de l'Église, C.P. 8832 Succursale Sainte-Foy Québec (Québec) G1V 3V9	1 500,00 \$
Fondation de l'hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis Hopital Général Juif 3755, chemin de la Côte-Sainte-Catherine Montréal (Québec) H3T 1E2	500,00 \$

RG-20 - Annexe 1

ORGANISME	MONTANT
Fondation du CHU de Québec 10, rue de l'Espinay Québec (Québec) G1L 3L5	500,00 \$
Fondation Hôtel-Dieu de Lévis 143, rue Wolfe Lévis (Québec) G6V 3Z1	2 000,00 \$
Fondation Jeunesse de Richelieu 205-B, 8e Avenue Richelieu (Québec) J3L 3N5	500,00 \$
Fondation Père Raymond-Bernier SV 2555, chemin Sainte-Foy Québec (Québec) G1V 1T8	7 500,00 \$
Fondation Philippe Boucher, La 241, rue du Chèvrefeuille Lévis (Québec) G7A 3M5	500,00 \$
Gestion Jeunesse inc. 265, rue de la Couronne, bureau 269 Québec (Québec) G1K 6E1	500,00 \$
Grande Traversée, La 1613, chemin des Coudriers Isle-aux-Coudres (Québec) G0A 1X0	1 000,00 \$
Initiatives culture Outaouais 477, rue John-Egan Gatineau (Québec) J9H 3V6	500,00 \$
Logis du Bel Âge 22-164, chemin Valentin-Cummings Les Îles-de-la-Madeleine (Québec) G4T 2E4	500,00 \$
Mouvement des services à la communauté du Cap-Rouge inc. 4473, rue Saint-Félix Québec (Québec) G1Y 3A6	1 000,00 \$
Organisation québécoise des pers. atteintes du cancer [1984] inc. 110, 10e Rue, bureau 100 Québec (Québec) G1L 2M4	5 000,00 \$
Quartier général évènements sportifs et culturels 81, rue des Gradins Saint-Féréol-les-Neiges (Québec) G0A 3R0	750,00 \$

RG-20 - Annexe 1

ORGANISME	MONTANT
Ressources parents Vanier 194, avenue Bernatchez Québec (Québec) G1M 0B4	1 000,00 \$
Société de l'Arthrite, La - Division du Québec 481, rue Franklin Québec (Québec) G1K 2G8	350,00 \$
Solidarité dans la rue 4237, rue Sainte-Catherine Est Montréal (Québec) H1V 1X4	500,00 \$
Table des Amis de Louiseville 81, avenue Sainte-Élisabeth Louiseville (Québec) J5V 1M3	500,00 \$
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures 200, route de Fossambault St-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 2E3	29 000,00 \$
Ligue des Cadets de l'Air du Canada Québec, La C.P. 57568 Québec (Québec) G1C 7W3	750,00 \$

TOTAL 64 600,00 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-21**

**Titre :**

Liste du personnel, hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a pas de personnel concerné au Ministère pour le volet Travail.

**SOURCE :** DGRH  
**VALIDATION :** DBCAPI  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

### Titre

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) Le poste initial;
- b) Le salaire;
- c) Le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) La date de la mise en disponibilité;
- e) Les prévisions pour 2016-2017.

### Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**SOURCE :** DGRH  
**VALIDATION :** DBCAPI  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-23

### Titre :

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2016-2017;
- c) par catégorie d'âge.

### Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**SOURCE :** DGRH  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24

### Titre :

La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

### Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de personnel concerné au Ministère pour le volet Travail.

**SOURCE :** DGRH  
**COLLABORATION :** DBCAPI  
**VALIDATION :** DBCAPI  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

### Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

### Exposé et statistiques :

Total pour l'année 2015-2016 (volet Travail) : 4 106,38 \$

#### FOURNISSEURS

Consortium Érudit S.E.N.C., Le

Lancaster House

Corporation presse commerce

Éditions Yvon Blais inc., Les

Lexisnexis Canada inc.

**SOURCE :** Service des opérations financières, DGSG

**COLLABORATION :** Direction du coût de revient, du financement et du soutien à la gestion, DGSG

**VALIDATION :** Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements, DGSG

**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

**Titre :**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a eu aucune dépense liée à l'achat de billets de saison, ni à la réservation de loges, ni de participation à des clubs privés pour le volet Travail.

**SOURCE :** Service des opérations financières, DGSG

**COLLABORATION :** Direction du coût de revient, du financement et du soutien à la gestion, DGSG

**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

### Titre :

Pour chaque site Internet du Ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites, ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu du site.

**Site Secrétariat du travail** ([www.travail.gouv.qc.ca](http://www.travail.gouv.qc.ca))

Mise en ligne : 1996

### Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Ressources internes pour la version initiale.

Centre des services partagés du Québec (CSPQ) pour la version actuelle.

### Coût de construction du site

Aucun coût. Ressources internes.

Aucun coût de développement en 2015-2016.

### Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour

La mise à jour des contenus est réalisée par des ressources internes.

Un montant total de 6 211 \$ a été versé à des fournisseurs externes pour :

- l'abonnement à un service de gestion de listes et envois de bulletins électroniques ;
- la création d'un formulaire dynamique ;
- l'hébergement et l'entretien technologique du site.

### Fréquence moyenne des mises à jour

Quotidienne

### Nombre de fois où le site a été refait

3 fois

### Responsable du contenu du site

Direction des communications du Ministère

**SOURCE :**

Direction des communications

**COLLABORATION :**

STRAV, DGSGRI, DGSG-DBCAP

**VALIDATION :**

DGSG – DBCAP

**DATE :**

2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

### Titre :

Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne ;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

### Exposé et statistiques

Vous référer à la réponse à la question # 7.

**SOURCE :** Bureau du sous-ministre associé  
**COLLABORATION :** SSGRI  
**DATE :** 2016-04-04

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-29

**Titre :**

Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a eu aucune dépense liée aux visites ministérielles et sous-ministérielles en 2015-2016.

**SOURCE :** Direction des communications  
**COLLABORATION :** Secrétariat du travail  
**VALIDATION :** DGARF – DBCAPI  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-30

### Titre :

Demandes d'accès à l'information

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016:

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre total de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

### Exposé et statistiques :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

**SOURCE :** Pierrette Brie  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-31

### Titre :

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015 - 2016 :

- a) le coût (déplacement, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

### Exposé et statistiques :

Aucune activité confiée à un adjoint parlementaire pour la période visée par l'exercice pour le volet Travail.

**SOURCE :** Direction des communications - 2016-03-08  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-32

### Titre

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et de formation.

### Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**SOURCE :** DGRH  
**DATE:** 2016-04-04

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

**Titre :**

La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

**Exposé et statistiques :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

**SOURCE :** Secteur des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire / Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de veille (DPERIV)

**DATE :** 2016-04-04

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-34**

**Titre :**

Le détail des crédits périmés et reportés et pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

**Exposé et statistiques :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**SOURCE :** Direction du budget, DGSG

**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

**Titre :**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.

**Exposé et statistiques :**

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel de gestion 2015-2016 du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

**SOURCE :** Direction du coût de revient, du financement et du soutien à la gestion,  
DGS

**COLLABORATION :** Direction de la recherche et de l'innovation en milieu de travail, DGPR

**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-36

**Titre :**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.

**Exposé et statistiques :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**SOURCE :** Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements,  
DGSG

**DATE :** 2016-04-04

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-37

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Aucune somme n'a été reçue en 2015-2016 pour le volet Travail en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

SOURCE :

Service des opérations financières, DGSG

DATE :

2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-38

**Titre**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

**Exposé et statistiques :**

Le montant total des bonis au rendement

BONIS AU RENDEMENT <sup>1</sup>	
Année financière	2015-2016 (données au 3 mars 2016)
Montant	55 663,87 \$

<sup>1</sup> Ce montant correspond au total des bonis au rendement octroyés au personnel professionnel du Ministère, volet Travail (incluant les médiateurs et conciliateurs) et au personnel fonctionnaire non syndiqué.

Aucun boni au rendement n'a été versé aux cadres en 2015-2016 pour la période d'évaluation du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015.

Le 21 avril 2015, le projet de loi no 28 (Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016) a été sanctionné à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi vient entre autres reconduire la suspension des bonis au rendement pour le personnel d'encadrement en 2015-2016 pour la période d'évaluation du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015.

SOURCE :  
COLLABORATION :  
DATE :

DGRH  
DCRFSG  
2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-39

**Titre :**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

**Exposé et statistiques :**

Aucune prime de départ n'a été versée au cours de la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 2 mars 2016 pour le volet Travail.

**SOURCE :**  
**COLLABORATION :**  
**DATE:**

DGRH  
DCRFSG  
2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

### Titre

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

### Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**SOURCE :** DGRH  
**DATE:** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-41

### Titre :

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

### Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction pour le volet Travail.

**SOURCE :** DGRH  
**COLLABORATION :** Secrétariat du travail  
**DATE:** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

<p><b>Titre</b></p> <p>Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels ?</p> <p>Pour chaque personne :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</li><li>b) fournir la liste des salaires versés ;</li></ul>
--

<p><b>Exposé et statistiques :</b></p> <p>La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.</p>
---

**SOURCE :** DGRH – 2016-03-07  
**DATE:** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

**Titre :**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes

**Exposé et statistiques :**

Aucun comité pour le volet Travail.

**SOURCE :** Direction des mandats stratégiques et de l'amélioration continue  
**COLLABORATION :** Secrétariat du Travail  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-44

**Titre :**

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

**Exposé et statistiques :**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**SOURCE :** Secteur des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire / Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille (DPERIV)

**COLLABORATION :** Commission des partenaires du marché du travail, Emploi-Québec, BSM et Secrétariat du Travail

**VALIDATION :**

**DATE :** 2016-04-04

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-45

**Titre :**

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui sont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

**Exposé et statistiques :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**SOURCE :** Direction du budget, DGSG  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-46**

**Titre :**

Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

**Exposé et statistiques :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**SOURCE :** Direction du budget, DGSG  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-47

**Titre :**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

**Exposé et statistiques :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**SOURCE :** Direction du budget, DGSG

**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-48

**Titre :**

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

**Exposé et statistiques :**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.

**SOURCE :** Bureau du sous-ministre associé au Travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 1<sup>er</sup> avril 2016

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-49

**Titre :**

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.

**Exposé et statistiques :**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.

**SOURCE :** Bureau du sous-ministre associé au Travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 1<sup>er</sup> avril 2016

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-50

<b>Titre :</b> Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
--

<b>Exposé et statistiques :</b>  La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.
---

**SOURCE :** Bureau du sous-ministre associé au Travail  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 1<sup>er</sup> avril 2016

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-51

**Titre :**

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

**Exposé et statistiques :**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

**SOURCE :** Bureau du sous-ministre associé au Travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 1<sup>er</sup> avril 2016

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-52

**Titre :**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

**Exposé et statistiques :**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

**SOURCE :** Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements, DGSG  
**DATE :** 2016-04-04

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-53**

**Titre :**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

**Exposé et statistiques :**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

**SOURCE :** Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements,  
DGS

**DATE :** 2016-04-04

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-54

**Titre :**  
Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

**Exposé et statistiques :**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

**SOURCE :** Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements, DGSG  
**DATE :** 2016-04-04

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-55

### Titre :

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

### Exposé et statistiques :

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>.

**SOURCE :** Direction des opérations financières et contractuelles, DGSG  
**VALIDATION :** Service des opérations financières, DGSG  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-56

**Titre :**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

**Exposé et statistiques**

Les dépenses planifiées en ressources informationnelles pour l'année financière 2015-2016 sont identifiées au tableau ci-dessous.

Entités	Opération (Exploitation) (k\$)	Capital (Investissement) (k\$)
Volet Travail	2 100,6	790,0

Les informations afférentes aux grands dossiers sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

En ce qui a trait aux ressources externes, veuillez-vous référer à la question 11.

SOURCE : DGPP  
COLLABORATION : DBCAPI - DGSG  
DATE : 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-57

### Titre :

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

### Exposé et statistiques :

#### a) Masse salariale

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

#### b) Indemnités de retraite, s'il y a lieu

Aucune indemnité de retraite n'est versée par le Ministère, volet Travail. Lors d'un départ à la retraite, le Ministère verse uniquement les sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

**SOURCE :** DGRH  
**COLLABORATION :** DCRFSG  
**DATE:** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-58

**Titre :**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

**Exposé et statistiques :**

Veillez vous référer aux réponses à la question 15c et 15f.

**SOURCE :** DGRH  
**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-59

### Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre:

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017.

### Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**SOURCE :** Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements,  
DGSG

**DATE :** 2016-04-01

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-60

<p><b>Titre :</b></p> <p>Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p>
---

<p><b>Exposé et statistiques :</b></p> <p>L'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.</p>
--

**SOURCE :** Bureau du sous-ministre associé  
**DATE :** 2016-04-05

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-61

**Titre :**

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

**Exposé et statistiques :**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**SOURCE :** Bureau du sous-ministre associé  
**DATE :** 2016-04-05

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-62

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;

b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;

c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016 (volet Travail) :

Association / Corporation / Ordre	Montant
Barreau du Québec	2 642,88 \$
	2 642,88 \$

SOURCE :

Service des opérations financières, DGSG

COLLABORATION :

Direction du coût de revient, du financement et du soutien à la gestion, DGSG

DATE :

2016-04-04